

Conditions générales de location de SMT Belgium SA

Version 1.0

Article 1 Généralités

- 1.1. Dans les présentes conditions générales de location, les termes suivants doivent se comprendre comme suit :
SMT : SMT Belgium SA, établie Woluwelaan 9, 1800 Vilvoorde, inscrite à la Banque-Carrefour des entreprises sous le numéro 0434.815.960
Preneur : la contrepartie avec laquelle SMT conclut un contrat de location en qualité de loueur ;
Bien loué : les biens loués ou à louer par SMT en exécution du Contrat de location.
- 1.2. Les présentes conditions générales de location s'appliquent à et font partie intégrante de l'ensemble des offres, devis, contrats et autres relations juridiques qui unissent SMT et le Preneur, par lequel SMT loue des biens au Preneur. Elles s'appliquent également aux avenants ou contrats successifs éventuels. Les présentes conditions générales de location ont la préséance sur les conditions générales de livraisons de SMT. Le contrat de location a toujours la préséance sur les dispositions des conditions générales (de location).
- 1.3. Les conditions générales de location de SMT sont les seules applicables. L'applicabilité des conditions générales du Preneur est expressément exclue, sauf si et dans la mesure où elle est expressément acceptée par SMT, dans ce cas uniquement pour le contrat concerné.
- 1.4. Par le simple fait de placer une commande ou de signer le contrat de location, le Preneur est réputé marquer pleinement et irrévocablement son accord sur les présentes conditions générales de location.
- 1.5. SMT peut modifier les présentes conditions générales de location. Les modifications entrent en vigueur dès que SMT les communique au Preneur, ou au moment indiqué par SMT dans ladite communication.
- 1.6. Si une disposition des présentes conditions générales de location est nulle ou inapplicable, les autres dispositions demeurent en vigueur. SMT et le Preneur feront alors tout ce qui est en leur pouvoir pour trouver un accord sur une disposition s'approchant autant que possible la disposition nulle ou inapplicable.

Article 2 Offres de prix et formation du contrat de location ; contenu et modification

- 2.1. Sauf indication expresse contraire de SMT, toutes les offres de prix et propositions de SMT sont sans engagement. SMT peut toujours les révoquer, jusqu'à quatorze jours après leur acceptation écrite par le Preneur.
- 2.2. Sauf mention expresse contraire de SMT, les indications et spécifications de mesures, capacités, prestations et résultats sont des approximations qui n'engagent en rien SMT. SMT n'accepte aucune responsabilité quant à l'exactitude et l'exhaustivité des données relatives au Bien loué fournies par le fabricant.
- 2.3. SMT conclut exclusivement des contrats de location par écrit, par la signature valable du contrat par les deux parties. Le contrat de location écrit est réputé présenter entièrement et exactement les droits et obligations des parties (sans préjudice de l'application des conditions générales de location).
- 2.4. Le Preneur ne peut invoquer des modifications du contrat de location qu'il souhaitait voir appliquer, notamment la prolongation ou la réduction de la période locative, sauf si SMT les accepte expressément par écrit. SMT est en droit d'assortir cette acceptation de nouvelles conditions, par exemple le paiement des loyers perdus.

Article 3 Période de location et prix (de location), constitution de garantie et cautionnement

- 3.1. Le contrat de location est conclu pour une période et moyennant le prix mentionnés dans le contrat de location.
- 3.2. La redevance locative est calculée en fonction d'une utilisation maximale de huit heures de fonctionnement par jour, cinq jour par semaine. Toute utilisation supplémentaire sera facturée au Preneur sur la base d'un calcul ultérieur, au prix supplémentaire fixé dans le contrat de location. SMT détermine l'utilisation supplémentaire de la façon qu'elle estime opportune. En cas de litige sur l'ampleur de l'utilisation supplémentaire, l'enregistrement par la gestion électronique du moteur du Bien loué est déterminant. Une utilisation inférieure ne donne pas lieu à un paiement (ou remboursement) au Preneur.
- 3.3. Si les frais de SMT augmentent en conséquence de modifications législatives et / ou réglementaires, SMT est en droit d'augmenter unilatéralement le loyer pendant la durée du contrat. Cette augmentation entre en vigueur dès que SMT la communique au Preneur, ou au moment indiqué par SMT dans ladite communication.
- 3.4. Les frais de mise à disposition du Bien loué, notamment (sans limitation) les frais de transport (, peuvent être facturés en supplément par SMT. Les frais de carburant, lubrifiants et pièces d'usure (notamment les lames) ne sont pas compris dans le loyer, ils sont toujours à la charge du Preneur. Les frais (de réparation) des pneus ne sont pas inclus dans le loyer, sauf s'ils sont dus à une usure résultant d'un usage normal du Bien loué, dans les limites de l'article 3.2 et de l'article 5.
- 3.5. Si SMT a des motifs raisonnables de penser que le Preneur ne respectera pas ses obligations ou pas en temps voulu, le Preneur est tenu de constituer une garantie (complémentaire) pour le respect desdites obligations, à la première

demande de SMT, immédiatement et à la seule satisfaction de SMT. À défaut, SMT est en droit de suspendre le respect des obligations qui lui incombent et de résilier le contrat de location avec effet immédiat, sans être redevable de ce fait envers le Preneur d'une indemnité et sans préjudice des autres droits de SMT.

- 3.6. Si le paiement d'une garantie par le Preneur est convenu, SMT peut suspendre les obligations qui lui incombent en vertu du contrat de location jusqu'au moment du paiement intégral de la garantie. Cette dernière est remboursée au Preneur au terme du contrat de location (et moyennant le respect des dispositions de l'article 7.1), sans intérêts et moyennant la compensation de ce dont le Preneur est redevable à SMT de quelque chef que ce soit.
- 3.7. Tous les prix pratiqués par SMT s'entendent hors Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et autres prélèvements des pouvoirs publics.
- 3.8. Sauf convention contraire expresse, le loyer est dû par anticipation.

Article 4 Livraison, transfert du risque et état à la livraison

- 4.1. La livraison du Bien loué se fait à l'endroit et au moment déterminés dans le contrat de location.
- 4.2. Sauf convention contraire expresse écrite dans le contrat de location, le délai de livraison n'est pas contraignant pour SMT. Le dépassement du délai de livraison par SMT donne le droit au Preneur de fixer par écrit à SMT un délai de livraison ultérieur, toujours raisonnable, de trois jours ouvrables au moins après la réception par SMT de cette fixation du délai de livraison écrite. Le Preneur ne peut résilier le contrat de location que dans le cas du dépassement de ce nouveau délai, sans que SMT soit tenu de payer une indemnité.
- 4.3. Le Preneur est tenu de prendre possession du Bien loué à l'endroit et au moment fixés dans le contrat de location. À défaut, le Preneur est en défaut, sauf si l'absence d'enlèvement est exclusivement imputable à SMT. Sans préjudice de la possibilité d'obtenir la réparation de tous les dommages et des frais relatifs à la première absence d'enlèvement, SMT peut résilier le contrat de location si le Preneur ne procède pas à l'enlèvement du Bien loué à la deuxième date fixée par SMT.
- 4.4. Le risque concernant le Bien loué est transféré au Preneur au moment de la livraison, dès que le Bien loué est mis à sa disposition, que ce soit en vue de son transport par le Preneur ou par un transporteur désigné par ce dernier. Si le Bien loué est transporté par SMT ou par un transporteur désigné par cette dernière vers le lieu de livraison, le Bien loué est réputé mis à la disposition du Preneur dès qu'il est déchargé du moyen de transport.
- 4.5. Au moment de la livraison, le Preneur est tenu d'examiner l'état d'entretien du Bien loué, ainsi que l'absence de vice et de dommages. À l'exception des mentions contraires contenues dans le certificat de livraison établi et signé par SMT (ou son représentant désigné à cette fin) et le Preneur, ou au nom de celui-ci, au moment de la livraison, et sauf si le Preneur apporte la preuve contraire, le Bien loué est réputé être livré conformément au contrat, dans un bon état d'entretien, exempt de vices et de dommages.
- 4.6. SMT peut à tout moment, temporairement ou non, remplacer le Bien loué par un objet de location qu'elle estime similaire.

Article 5 Utilisation

- 5.1. L'utilisation du Bien loué se fait exclusivement pour le compte et au risque du Preneur.
- 5.2. Le Preneur peut exclusivement utiliser le Bien loué d'une façon qui correspond à son affectation et dans le respect des dispositions du contrat de location ainsi que des présentes conditions de location. Il est interdit au Preneur de modifier l'affectation du Bien loué.
- 5.3. Le Preneur est tenu d'en prendre soin pour son propre compte et il est responsable à l'égard de SMT :
 - 1) de disposer en temps voulu avant la livraison, de tous les permis et de toutes les autorisations nécessaires pour pouvoir utiliser le Bien loué ;
 - 2) que le Bien loué soit uniquement utilisé dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur et des permis ou autorisations accordés (par exemple à l'égard des terrassements mécaniques et des conditions de travail, notamment la pose et le remplacement des filtres éventuels sur les installations de surpression) ;
 - 3) que toute personne qui commande le Bien loué connaisse les instructions d'utilisation et le(s) manuel(s) du Bien loué (disponibles à la demande auprès de SMT) et les respecte ;
 - 4) que toute personne qui commande le Bien loué dispose des compétences (professionnelles) et diplômes, certificats, permis de conduire, etc. requis ;
 - 5) de prendre toutes les mesures raisonnables pour prévenir les dommages et les pertes (notamment par le vol) du Bien loué ;
 - 6) de prendre toutes les mesures raisonnables pour prévenir la contamination du Bien loué par des substances nocives pour l'environnement ou la santé (publique) (par exemple de l'amiante) ; et
 - 7) d'inspecter en permanence le bon fonctionnement et, pour autant qu'aucune autre mesure ne soit convenue, de procéder en temps voulu à l'entretien quotidien nécessaire pour garantir le bon fonctionnement du Bien loué, le tout conformément aux spécifications du fabricant.

Conditions générales de location de SMT Belgium SA

Version 1.0

- 5.4. Sans autorisation préalable écrite expresse de SMT, le Preneur n'est pas autorisé à :
- à aliéner tout ou partie du Bien loué, le sous-louer ou le donner d'une autre façon en (co)utilisation à un tiers, à le donner en gage ou le grever d'une autre façon ;
 - à transporter ou utiliser le Bien loué hors du territoire Belge ; ou
 - à utiliser le Bien loué pour réaliser des travaux de battage de pieux ou de démolition.
- 5.5. Le Preneur est responsable à l'égard de SMT et il garantit SMT contre tout recours de tiers concernant tout dommage et amende découlant du non-respect du présent article 5 ou en relation avec celui-ci.

Article 6 Entretien, vices, dommages, perte et destruction

- 6.1. L'entretien quotidien du Bien loué est à la charge et au risque du Preneur. Le Preneur est tenu de procéder avec professionnalisme. Si et dans la mesure où le Preneur ne dispose pas de l'expertise requise pour réaliser l'entretien quotidien, il est tenu de le faire réaliser par SMT, aux tarifs et conditions en vigueur chez SMT. SMT peut toujours (faire) réaliser l'entretien quotidien pour le compte du Preneur si ce dernier, de l'avis raisonnable de SMT, manque à son devoir d'entretien, sans préjudice des autres droits de SMT dans ce cas.
- 6.2. Par entretien quotidien tel que défini à l'article 6.1, il convient d'entendre :
- l'entretien quotidien tel que prescrit par le fabricant du Bien loué, notamment (sans limitation) le remplacement de l'huile et la lubrification régulière ;
 - le nettoyage régulier du Bien loué ; et
 - la pose et le remplacement des filtres adéquats pour l'installations de surpression éventuelle.
- 6.3. SMT détermine la méthode et la fréquence de réalisation de l'entretien non quotidien. Le Preneur est tenu de permettre à SMT de réaliser ces entretiens conformément aux dispositions prévues à l'article 6.9.
- 6.4. Sans préjudice des dispositions de l'article 4.5, le Preneur est tenu de signaler par écrit à SMT, aussi rapidement que possible et au plus tard dans les trois jours, tout vice ou dommage constaté sur le Bien loué pendant la durée de la location. Les vices et dommages découverts par le Preneur, ou que ce dernier aurait raisonnablement pu découvrir, qui ne sont pas communiqués par écrit en temps voulu, ne peuvent donner lieu à une réduction du loyer, à la résiliation du contrat de location par le Preneur ou au remboursement du dommage au Preneur par SMT.
- 6.5. Dès qu'il découvre un vice ou un dommage au Bien loué, le Preneur cesse d'utiliser le Bien loué et ne reprend pas son utilisation avant de s'être concerté à ce sujet avec SMT. Si le Preneur omet de se concerter (en temps voulu) avec SMT, les dommages résultant de la poursuite de l'utilisation sont à la charge du Preneur.
- 6.6. Lorsque le Preneur a signalé le vice ou le dommage et que des réparations s'avèrent nécessaires pour que le Bien loué puisse être utilisé ou conservé aux fins convenues, SMT s'engage à réparer le vice ou le défaut dans un délai raisonnable au vu de la nature du vice ou du dommage, ainsi que de la main-d'œuvre et du matériel dont elle dispose. SMT n'est pas tenue de réparer les vices et les réparations nécessaires sont toujours pour le compte du Preneur s'ils sont la conséquence de ou sont liés :
- au fait ou à la négligence de tiers dont SMT n'est pas responsable ;
 - à des dommages au Bien loué dont le Preneur est responsable ;
 - à l'absence d'entretien quotidien tel que visé à l'article 6.1 ou à la réalisation incorrecte ou tardive desdits entretiens ;
 - à l'utilisation du Bien loué en violation du contrat de location ou des présentes conditions générales de location ; ou
 - des modifications ou adjonction apportées au Bien loué par le Preneur.
- 6.7. Si le Preneur ne peut en aucune façon utiliser le Bien loué pendant plus de deux jours ouvrables en conséquence d'un vice ou dommage audit Bien, après information en temps voulu, il a droit à une réduction de loyer sur les jours ouvrables à partir du troisième jour ouvrable que le Preneur était dans l'impossibilité totale d'utilisation du Bien loué ou d'un objet de location de remplacement. Le droit à la réduction du loyer existe uniquement en cas de vice et de dommage que SMT est tenu de réparer et qui n'est ni totalement ni partiellement imputable au Preneur.
- 6.8. Le Preneur est responsable à l'égard de SMT et il la garantit contre tout recours de tiers par rapport à tout dommage subi par le Bien loué ou provoqué par ce dernier, où il convient notamment d'entendre les dommages résultant de vol, perte par le fond ou perte, qui pourraient voir le jour durant la période pendant laquelle le risque du Bien loué est assumé par le Preneur en vertu des articles 4.4 et 7.3. Tout dommage subi par le Bien loué est réputé avoir vu le jour durant cette période, sauf si et dans la mesure où :
- le dommage en question est mentionné dans le certificat de livraison visé à l'article 4.5 ;
 - le Preneur prouve que le dommage était déjà présent au moment du transfert du risque au Preneur et que ce dernier ne pouvait raisonnablement pas le découvrir par l'examen visé à l'article 4.5 ; ou
 - le Preneur prouve que le dommage n'était pas encore présent au moment du transfert du risque à SMT.
- 6.9. Le Preneur est toujours tenu de mettre immédiatement à disposition, à la première demande de SMT, le Bien loué nettoyé, de façon ininterrompue, pour inspection et pour (faire) réaliser des activités sur le Bien loué et, à la demande de SMT, de mettre à sa disposition un espace adéquat, qui réponde aux exigences de sécurité et d'utilisation en la matière. Dans la mesure du raisonnable, SMT se concertera préalablement avec le Preneur sur le planning des activités, compte tenu des intérêts raisonnables du Preneur comme de SMT.
- 6.10. Sans l'autorisation préalable écrite de SMT, le Preneur n'est pas autorisé à (faire) réaliser l'entretien non quotidien ou des réparations au Bien loué, sauf si et dans la mesure où il s'agit d'un vice auquel SMT est tenue de remédier, mais que cette dernière omet de le faire, compte tenu des dispositions de l'article 6.6 et, dans ce cas, seulement après l'octroi à SMT à cette fin d'un délai écrit supplémentaire raisonnable de trois jours ouvrables au moins. L'entretien non quotidien et les réparations réalisés contrairement aux dispositions du présent article 6.10 sont toujours à la charge du Preneur.
- 6.11. Le Preneur est tenu d'informer aussi rapidement que possible, mais au plus tard dans les vingt-quatre heures, SMT qu'il n'est plus en possession (partielle) du Bien loué, par exemple suite à son vol ou à sa disparition ou si le Bien loué est (partiellement) détruit, puis de suivre les instructions de SMT.

Article 7 Restitution, transfert de risque et état lors de la restitution

- 7.1. Le Preneur est tenu de restituer à SMT le Bien loué à l'endroit et au moment fixés dans le contrat de location, ou à tout moment antérieur auquel le contrat de location prend fin :
- accompagné de tous ses accessoires, clés, manuel(s), etc. ;
 - nettoyé ;
 - réservoir rempli, avec le carburant prescrit ;
 - les filtres de l'éventuelle installation de surpression ôtés ; et
 - à l'exception de l'usure normale du Bien loué lors d'une utilisation en bon Preneur, conformément au contrat de location et des présentes conditions générales, dans le même état que celui où il a été livré par SMT au Preneur, déterminé conformément à l'article 4.5.
- 7.2. Le délai de restitution est contraignant pour le Preneur. Par le simple fait de son dépassement, le Preneur est en défaut, sans qu'une mise en demeure soit nécessaire, et il est redevable à SMT d'une amende immédiatement exigible, égale à trois fois le loyer convenu (hors TVA) par jour, pour chaque jour entamé où le Preneur reste en défaut de restituer le Bien loué à SMT, sans préjudice du droit de SMT à la restitution, l'indemnisation et la dissolution dans ce cas. SMT a alors également le droit de (faire) reprendre le Bien loué aux frais du Preneur et ce dernier autorise dans ce cas SMT à pénétrer en tout lieu où le Bien loué se trouve.
- 7.3. Le risque du Bien loué demeure dans le chef du Preneur jusqu'au moment où SMT reprend effectivement possession du Bien loué. Si et dans la mesure où le chargement, le transport et le déchargement du Bien loué sont réalisés par le Preneur, ou à la demande de celui-ci, les risques demeurent à tout moment dans son chef.
- 7.4. SMT contrôle le Bien loué, dans un délai d'un jour ouvrable après son arrivée dans son entreprise, pour s'assurer qu'il ne présente pas de dommages. L'enlèvement du Bien loué pour le transport vers l'entreprise de SMT ne vaut pas contrôle. Le Preneur a le droit d'être présent lors de ce contrôle. Si le Preneur souhaite profiter de ce droit, il est tenu d'en informer SMT par écrit, préalablement et en temps voulu avant la restitution, après quoi SMT invitera le Preneur à participer au contrôle. SMT fera rapport du contrôle au Preneur. Le rapport apporte la preuve au Preneur des dommages constatés lors du contrôle et mentionnés dans ledit rapport, sauf s'il prouve que ce dommage n'était pas présent au moment du transfert du risque à SMT visé à l'article 7.3. Concernant l'ampleur du dommage, en cas de constatation lors du contrôle d'un dommage dont le montant excède (selon l'estimation) 5 000,00 euros, SMT donnera au Preneur la possibilité de faire réaliser, pour son propre compte, une contre-expertise par un expert indépendant dans un délai raisonnable fixé par SMT.
- 7.5. Sans préjudice des autres droits de SMT, dans ce cas, le Preneur remboursera à SMT tous les frais et dommages découlant de la remise du Bien loué dans le non-respect des dispositions de l'article 7.1 ou en relation avec celle-ci, même s'ils ne sont constatés qu'après le contrôle et le rapport visés à l'article 7.4.
- 7.6. Les frais et dommages visés à l'article 7.5, qui doivent être remboursés à SMT par le Preneur, comprennent dans tous les cas les frais liés au nettoyage du Bien loué, à l'élimination des filtres de l'installation de surpression et au remplissage du réservoir du Bien loué.
- 7.7. Sauf disposition contraire par SMT, le Preneur est tenu de retirer ou d'éliminer, avant la restitution, toutes les modifications et adjonctions apportées au Bien loué (avec ou sans l'autorisation de SMT). À défaut, SMT peut les supprimer ou les éliminer pour le compte du Preneur, sans préjudice des autres droits de SMT dans ce cas. Le Preneur est réputé donner à SMT toutes les modifications et adjonctions apportées au Bien loué qui n'ont pas été éliminées ou supprimées avant la restitution, sans que SMT soit redevable de ce fait d'une indemnité quelconque au Preneur.

Conditions générales de location de SMT Belgium SA

Version 1.0

Article 8 Recours de tiers

Le Preneur est tenu d'informer SMT aussi rapidement que possible, mais au plus tard dans les vingt-quatre heures, de toute (menace de) saisie sur le Bien loué et de tout recours que des tiers font valoir sur le Bien loué. Dans ces cas, le Preneur est tenu d'agir suivant les instructions de SMT et d'informer le tiers en question de l'existence du contrat de location.

Article 9 Paiement et encaissement

- 9.1. Le Preneur est tenu d'honorer les factures de SMT au plus tard dans les trente jours qui suivent la date de la facturation, ou plus tôt si le délai de paiement mentionné sur la facture ou dans le contrat est moins long. Tout autre délai de paiement plus long doit être convenu par écrit avec SMT.
- 9.2. SMT peut affecter les paiements du Preneur en premier lieu aux frais et intérêts dont le Preneur est redevable à son égard, puis seulement au montant des factures exigibles, par ordre d'ancienneté (la plus ancienne d'abord), même si le Preneur donne un autre ordre ou si le paiement porte sur un autre mandant dû à SMT.
- 9.3. En l'absence de paiement intégral des factures à SMT dans le délai de paiement visé au point 9.1 ci-dessus, le Preneur est de plein droit et sans mise en demeure préalable, en défaut dès l'écoulement de ce délai. Dès ce moment, le Preneur est redevable à SMT, sur le montant en souffrance et pour chaque mois entamé, d'un intérêt de retard conforme à la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales (telle que modifiée de temps à autre). De plus, le Preneur est alors redevable, de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'un montant forfaitaire de 10 % du montant impayé de la facture, avec un minimum de 500 EUR par facture impayée, sans préjudice du droit du Loueur d'exiger une indemnité plus élevée s'il apporte la preuve que le dommage réellement subi est plus important. Sans préjudice de ce qui précède, le non-paiement total ou partiel d'une facture à sa date d'échéance rend de plein droit la totalité des créances exigibles, y compris celles qui ne sont pas encore échues.
- 9.4. À défaut pour le Preneur de respecter ponctuellement une ou plusieurs de ses obligations à l'égard de SMT, tous les frais (de recouvrement) extra-judiciaires et judiciaires (notamment les honoraires des avocats, frais d'huissier et frais de citation et d'expertise) engagés par SMT sont à la charge du Preneur.
- 9.5. Toute réclamation éventuelle concernant une facture doit être transmise par écrit par le Preneur, au plus tard dans les huit jours qui suivent la date de la facture. À défaut de réclamation (dans le délai imparti), le Preneur est réputé marquer son accord sur ladite facture. Les plaintes concernant une facture ne confèrent pas au Preneur le droit d'en suspendre le paiement.
- 9.6. Outre le droit à la suspension et à la dissolution visé à l'article 11, si elle a des raisons de douter du paiement ponctuel par le Preneur, SMT a toujours le droit, de suspendre ses obligations à l'égard du Preneur jusqu'à ce que ce dernier apporte des garanties suffisantes, de l'avis de SMT, qu'il respectera ses obligations de paiement vis-à-vis de SMT.
- 9.7. L'absence de réaction immédiate de SMT contre un manquement du Preneur ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation par SMT à son droit d'invoquer ultérieurement ce manquement.

Article 10 Propriété, cession, mise en gage et stipulation pour autrui

- 10.1. Le Preneur déclare être informé et, pour autant que de nécessaire, consentir à ce que le Bien loué puisse être (devenir) la propriété d'un tiers ou que le Bien loué puisse être (actuellement ou à l'avenir) donné en gage à un tiers, au titre de garantie du paiement des créances que ce tiers détient ou viendrait à détenir sur SMT.
- 10.2. Nonobstant l'existence du contrat de location, le Preneur est tenu de remettre le Bien loué, à la première demande, à tiers, sans que le Preneur puisse invoquer aucun droit de rétention en la matière, si et dès que le tiers demande la remise du Bien loué au motif du non-respect des obligations du Loueur à l'égard du tiers. Cette action en revendication de droit entraîne la résiliation, de plein droit et avec effet immédiat, du présent contrat. La remise mentionnée dans le présent article doit se faire à l'adresse des bureaux du tiers ou à tout autre lieu indiqué par ledit tiers.
- 10.3. Si la situation visée à l'article 10.2 se produit et que le tiers souhaite que le Preneur poursuive l'utilisation du Bien loué, ce dernier est tenu de conclure, à la première demande, un contrat de location avec le tiers pour la durée résiduelle du contrat de location résilié par l'action en revendication de droit, à des conditions similaires.
- 10.4. Les dispositions des articles 10.1 à 10.3 inclus forment une stipulation pour autrui susceptible d'être directement invoquée par le tiers et qui ne peut être révoquée ni par le Preneur, ni par SMT.

Article 11 Fin du contrat de location, prolongation, suspension et dissolution

- 11.1. Le contrat de location prend fin de plein droit au terme de la période visée à l'article 3.1. Le Preneur ne peut se prévaloir à l'égard de SMT d'une prolongation convenue du contrat de location que moyennant confirmation écrite par SMT. Sauf confirmation contraire par SMT, une prolongation est valable pour une durée indéterminée, moyennant les mêmes conditions ; tant le Preneur que SMT peuvent à tout moment résilier le contrat de location après sa

prolongation, moyennant un préavis d'un jour ouvrable et sans que ladite résiliation rende la partie qui résilie redevable d'une indemnité de ce fait.

- 11.2. Dans la période visée à l'article 3.1., le Preneur peut résilier anticipativement le contrat de location avec effet immédiat. Dans le cas de cette résiliation anticipative, le Preneur est néanmoins redevable à SMT, au titre d'indemnité, du loyer total pour la période visée à l'article 3.1.
- 11.3. Sans préjudice de ses autres recours envers le Preneur en vertu du contrat de location et de la loi, SMT peut, sans mise en demeure préalable, sans autorisation d'une autorité judiciaire et sans paiement d'une indemnité quelconque, suspendre tout ou partie des obligations qui lui incombent à l'égard du Preneur, dissoudre tout ou partie du contrat de location et les obligations du Preneur à l'égard de SMT sont directement exigibles si une ou plusieurs des situations citées ci-après se réalise :
 - a) le Preneur ne respecte pas, pas correctement ou ponctuellement ses obligations envers SMT ;
 - b) SMT a des craintes fondées que la situation visée ci-dessus au point a) se réalise ;
 - c) en cas de cessation de paiement ou de (demande de) faillite ou de règlement dans le cadre de la loi relative à la continuité des entreprises du 31 janvier 2009 (pour autant qu'il s'applique, conformément à l'article 35 de ladite loi) par le Preneur ;
 - d) en cas de liquidation ou de cessation de ses activités par le Preneur ;
 - e) si le contrôle / le pouvoir de contrôle du Preneur est modifié ;
 - f) si une saisie est apposée sur (une partie de) l'actif du Preneur ;
 - g) si le Preneur refuse de constituer les sûretés demandées par SMT conformément à l'article 9.6 des présentes conditions générales ;
 - h) des circonstances telles se produisent que le respect de ses obligations par SMT devient impossible ou à ce point compliqué ou disproportionnellement coûteux que l'on ne peut plus attendre de SMT qu'elle les respecte.

En cas de suspension ou de dissolution susmentionnée, SMT n'est en aucune façon tenue d'indemniser le Preneur.

- 11.4. Sauf moyennant autorisation écrite préalable de SMT, le Preneur ne peut suspendre ses obligations à l'égard de SMT ou les compenser.
- 11.5. Le Preneur peut uniquement dissoudre le contrat de location pour l'avenir et seulement si :
 - a) SMT n'a pas su, dans le délai raisonnable visé à l'article 6.6 et dans un autre délai raisonnable ultérieur imposé par mise en demeure écrite, de remédier à un vice ou au dommage visé à l'article 6.6 ;
 - b) la poursuite de l'utilisation du Bien loué ne peut être attendue du Preneur, au vu de la nature du vice ou du dommage ; et
 - c) SMT n'a pas remplacé le Bien loué par un objet de location similaire.La dissolution en vertu du présent article 11.5 ne donne aucun droit au Preneur à l'indemnisation d'un dommage.

Article 12 Force majeure

- 12.1. En cas de force majeure, SMT est autorisée à suspendre les obligations qui lui incombent à l'égard du Preneur. Si la situation de force majeure se poursuit pendant une durée supérieure à un mois, SMT est en droit de résilier le contrat pour la partie des obligations qui n'est pas encore respectée, sans qu'aucune obligation d'indemnisation ne naisse de ce fait dans le chef de SMT.
- 12.2. Pour SMT, les cas de force majeure visés dans les présentes conditions générales de location sont de toute façon les circonstances étrangères à la volonté ou au contrôle direct de SMT (même celles qui interviennent après le moment où SMT aurait dû respecter ses obligations) empêchant SMT de respecter les obligations qui lui incombent en vertu du contrat, notamment des problèmes de personnel et de capacité, la stagnation et les grèves au sein de son entreprise ou en-dehors de celle-ci, le non-respect (ponctuel) par des fournisseurs ou sous-traitants de leurs obligations, les problèmes de transport, les interventions des pouvoirs publics, les modifications législatives et réglementaires, le gel, la tempête, les fortes chutes de pluie, les inondations, la neige, l'orage, le feu, le bris de machine, la pollution du sol et l'indisponibilité ou la pénurie de matériaux. Les cas de force majeure dans le chef du Preneur sont expressément exclus.

Article 13 Responsabilité et garantie

- 13.1. La responsabilité de SMT en cas de dommage (notamment de ses administrateurs, gérants, travailleurs, prestataires de services indépendants ou préposés) à l'égard du Preneur est toujours limitée conformément aux dispositions du présent article 13 et autres des présentes conditions générales de location. Ceci, indépendamment des faits et motifs (juridiques) sur lesquels la responsabilité repose ou est susceptible de reposer.
- 13.2. SMT peut uniquement être tenue responsable des dommages résultant directement et exclusivement d'un manquement imputable à SMT. La responsabilité de SMT est à tout moment limitée au maximum à un montant égal à celui de la facture payée par le Preneur à SMT (hors TVA) pour les biens et services livrés ou les activités réalisées sur lesquelles portent la responsabilité. Si le dommage est couvert par une assurance, la responsabilité de SMT se limite dans tous les cas au montant effectivement versé par son assureur.

Conditions générales de location de SMT Belgium SA

Version 1.0

- 13.3. SMT ne peut en aucun cas être tenue de rembourser au Preneur ou à des tiers :
- les dommages indirects, notamment la perte de bénéfice / chiffre d'affaires, les économies manquées, le dommage résultant d'une stagnation de l'activité et les recours des tiers ;
 - les dommages communiqués plus de douze mois à compter de l'événement ayant provoqué le dommage ;
 - les dommages provoqués par la fin de la location suite à la dissolution du contrat de location ; ou
 - les dommages qui ont vu le jour par le fait que SMT s'est basé sur des données incorrectes ou incomplètes communiquées par le Preneur.
- 13.4. Une demande d'indemnisation expire si le Preneur n'a pas rendu l'affaire pendante en justice dans les six mois qui suivent le moment où il a pris connaissance du dommage.
- 13.5. Le Preneur garantit SMT contre tout recours de tiers relatif à la formation et à l'exécution du contrat de location conclu avec le Preneur, notamment les recours relatifs au Bien loué. Le Preneur rembourse à SMT les dommages et les frais subis et assumés par SMT en conséquence de ces recours, notamment les frais de défense.
- 13.6. Les personnes (morales) utilisées ou impliquées par SMT dans l'exécution du contrat de location peuvent, elles aussi, invoquer la limitation de responsabilité à l'égard du Preneur contenue dans le présent article. La limitation est également adoptée au profit de ces personnes (morales).
- 13.7. SMT ne peut invoquer les limitations de responsabilité contenues dans le contrat et dans les présentes conditions générales de location pour des dommages, si et dans la mesure où le dommage est la conséquence d'un dol ou d'une imprudence volontaire dans le chef de SMT ou de cardes subordonnés faisant partie de la direction de l'entreprise.

Article 14 Assurances

- 14.1. Le Preneur est tenu d'assurer le Bien loué pour son propre compte par l'intermédiaire de SMT, pour autant que l'assurance soit légalement requise ou demandée par SMT. À la demande du Preneur, SMT permet à ce dernier de consulter les conditions des assurances conclues pour le Bien loué. Le Preneur est tenu de respecter ces conditions et de payer ponctuellement les primes d'assurance (qui sont refacturées au Preneur par SMT).
- 14.2. Le Preneur est seul responsable :
- de prendre connaissance des conditions d'assurance visées à l'article 14 et de l'ampleur de la couverture de(s) l'assurance(s) ;
 - d'évaluer si elles sont suffisantes pour couvrir l'utilisation du Bien loué par le Preneur ;
 - si nécessaire ou souhaité, de conclure lui-même, pour son propre compte et à ses propres risques, une (des) assurance(s) complémentaire(s) ; et
 - de respecter la législation et la réglementation relatives aux travaux de terrassement, notamment de procéder à un examen de l'emplacement des câbles, tuyaux ou canalisations, tant sur des terrains publics que privés et, le cas échéant, de communiquer la réalisation des travaux aux instances compétentes.
- 14.3. À cet égard, tous les frais, dommages et amendes sont à la charge du Preneur, qui garantit SMT de tout recours de tiers (notamment (les) l'assureur(s)) :
- qui sont la conséquence du non-respect, par tout autre que SMT, des conditions d'assurance visées dans le présent article 14 ;
 - qui ne sont pas couverts par l'assureur dans le cas concerné, par exemple suite à une franchise ou une exclusion dans la police, jusqu'à concurrence de ce montant non remboursé ; et
 - qui, dans le cas concerné, sont effectivement indemnisés par l'assureur, mais pour lesquels ce dernier peut exercer un recours sur SMT, à concurrence du montant du recours.
- 14.4. Les dispositions du présent article ne portent en rien préjudice aux autres dispositions des présentes conditions générales de location.

Article 15 Respect de la vie privée

- 15.1 Le Preneur consent (et se fait fort, le cas échéant, que les personnes physiques concernées aient donné leur accord à ce sujet) à ce que SMT ait le droit d'enregistrer et de traiter dans sa base de données les données à caractère personnel qui lui sont transmises par le Preneur (ou ses représentants) dans le cadre de la relation commerciale.
- 15.2 Les données à caractère personnel communiquées seront traitées dans le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (telle que modifiée le cas échéant). SMT est en la matière le responsable du traitement et les données seront traitées à des fins administratives internes et, éventuellement, pour informer le Preneur d'actions promotionnelles futures.
- 15.3 À la demande écrite, la personne physique concernée dont les données sont traitées a le droit de consulter et de corriger les données la concernant. Toute personne physique peut en outre s'opposer à un traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, il suffit pour ce faire qu'elle en informe SMT par écrit.

Article 16 Dispositions finales, droit et juridiction compétents

- 16.1 Si à un moment quelconque, plusieurs parties agissent en qualité de Preneur du Bien loué, ces parties sont et demeurent solidairement responsables du respect des obligations en vertu du contrat de location et des présentes conditions générales de location.
- 16.2 Le Preneur ne peut céder à des tiers les droits ou obligations qui lui incombent en vertu du contrat de location et des présentes conditions générales, sauf moyennant l'approbation préalable écrite de SMT, approbation que cette dernière peut assortir de conditions.
- 16.3 Les contrats et autres relations juridiques auxquelles SMT est partie sont exclusivement régis par le droit belge.
- 16.4 Les tribunaux néerlandophones de l'arrondissement de Bruxelles sont seuls compétents pour connaître de tout litige opposant SMT et le Preneur, sauf si la loi prescrit d'autres règles contraignantes en la matière. SMT peut en outre toujours soumettre le litige au juge compétent en vertu de la loi.

Algemene Verhuurvoorwaarden SMT Belgium NV

Versie 1.0

Artikel 1 Algemeen

- 1.1. In deze algemene verhuurvoorwaarden wordt verstaan onder:
SMT: SMT Belgium NV, gevestigd te Woluwelaan 9 1800 Vilvoorde en ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen onder nummer 0434.815.960;
Huurder: de wederpartij met wie SMT als verhuurder een huurovereenkomst sluit;
Verhuurde: de door SMT ter uitvoering van de Huurovereenkomst verhuurde of te verhuren zaken.
- 1.2. Deze algemene verhuurvoorwaarden zijn van toepassing op en maken integraal onderdeel uit van alle aanbiedingen, offertes, overeenkomsten en andere rechtsbetrekkingen tussen SMT en Huurder waarbij SMT aan Huurder zaken verhuurt. Zij zijn ook van toepassing op eventuele aanvullende of vervolgovereenkomsten. Deze algemene verhuurvoorwaarden hebben voorrang op de algemene leveringsvoorwaarden van SMT. De huurovereenkomst heeft steeds voorrang op het bepaalde in de algemene (verhuur)voorwaarden.
- 1.3. Alleen de algemene (verhuur)voorwaarden van SMT zijn van toepassing. De toepasselijkheid van algemene voorwaarden van Huurder wordt uitdrukkelijk uitgesloten, behalve indien en in de mate dat die toepasselijkheid nadrukkelijk door SMT schriftelijk is aanvaard en in dat geval enkel voor de betreffende overeenkomst.
- 1.4. Huurder wordt geacht zich volledig en onherroepelijk akkoord te verklaren met deze algemene huurvoorwaarden door het enkele feit van de door hem geplaatste bestelling of de ondertekening van de huurovereenkomst.
- 1.5. SMT mag deze algemene verhuurvoorwaarden wijzigen. Wijzigingen worden van kracht zodra SMT die heeft meegedeeld aan Huurder, dan wel op het bij die mededeling door SMT genoemde tijdstip.
- 1.6. Als een bepaling in deze algemene verhuurvoorwaarden nietig of anderszins niet afdwingbaar is, blijven de overige bepalingen onverminderd van kracht. SMT en Huurder zullen dan hun uiterste best doen om overeenstemming te bereiken over een bepaling, die de strekking van de nietige bepaling zo veel als mogelijk benadert.

Artikel 2 Offertes en totstandkoming huurovereenkomst; inhoud en wijziging

- 2.1. Tenzij SMT dat daarin uitdrukkelijk anders aangeeft, zijn alle offertes en aanbiedingen van SMT geheel vrijblijvend. SMT mag deze steeds herroepen, tot veertien dagen nadat deze schriftelijk door Huurder zijn aanvaard.
- 2.2. Tenzij SMT dat daarbij uitdrukkelijk anders aangeeft, zijn opgaven en specificaties van maten, capaciteiten, prestaties en resultaten niet meer dan benaderingen die SMT niet binden. Voor van fabrikanten van het Verhuurde afkomstige gegevens aanvaardt SMT geen aansprakelijkheid voor de juistheid en volledigheid daarvan.
- 2.3. Een huurovereenkomst wordt door SMT alleen schriftelijk aangegaan, door middel van een door beide partijen rechtsgeldig ondertekende huurovereenkomst. De schriftelijke huurovereenkomst wordt geacht de rechten en verplichtingen van partijen volledig en juist weer te geven (onverminderd de toepassing van de algemene huurvoorwaarden).
- 2.4. Huurder kan geen beroep doen op door hem gewenste wijzigingen van de huurovereenkomst, waaronder verlenging of verkorting van de huurperiode, tenzij SMT deze uitdrukkelijk schriftelijk heeft aanvaard. Aan die aanvaarding mag SMT nadere voorwaarden verbinden, zoals vergoeding van gederfde huurtermijnen.

Artikel 3 Huurperiode en (huur)prijs, zekerheidstelling en waarborgsom

- 3.1. De huurovereenkomst wordt aangegaan voor de periode en prijs zoals in de huurovereenkomst vermeld.
- 3.2. Huurprijzen zijn gebaseerd op een gebruik van maximaal acht draaiuren per dag en vijf dagen per week. Bijkomend gebruik zal op nacalculatiebasis aan Huurder in rekening worden gebracht tegen de in de huurovereenkomst bepaalde meerprijs. SMT stelt de mate van bijkomend gebruik op de volgens haar passende wijze vast. In geval van geschil over de mate van bijkomend gebruik, is de registratie door het elektronische motormanagement van het Verhuurde bepalend. Mindergebruik leidt niet tot enige (terug)betaling aan Huurder.
- 3.3. Als de kosten van SMT stijgen als gevolg van wijzigingen in wet- en/of regelgeving, mag SMT de huurprijs eenzijdig tussentijds verhogen. De verhoging wordt van kracht zodra SMT die heeft meegedeeld aan Huurder, dan wel op het bij die mededeling door SMT genoemde tijdstip.
- 3.4. Kosten voor het ter beschikking stellen van het Verhuurde, daarin begrepen (zonder beperking) transportkosten, mag SMT aanvullend in rekening brengen. De kosten voor brandstof, smeermiddelen en slijtdelen (daarin begrepen, zonder beperking, bakmessen) zijn niet in de huurprijs inbegrepen en zijn steeds voor rekening van Huurder. Kosten voor (reparaties aan) banden zijn niet in de huurprijs inbegrepen, behalve voor zover deze het gevolg zijn van slijtage door normaal gebruik van het Verhuurde binnen de grenzen van artikel 3.2 en artikel 5.
- 3.5. Als SMT redelijke grond heeft om aan te nemen dat Huurder haar verplichtingen niet tijdig en/of volledig zal nakomen, is Huurder verplicht om op eerste verzoek van SMT onmiddellijk en naar uitsluitend genoegen van SMT (aanvullende) zekerheid te stellen voor de nakoming van die verplichtingen. Laat Huurder dit na, dan mag SMT de nakoming van haar verplichtingen opschorten

en de huurovereenkomst met onmiddellijke ingang door opzegging beëindigen, zonder tegenover Huurder tot schadevergoeding gehouden te zijn en onverminderd de overige rechten van SMT.

- 3.6. Als storting door Huurder van een waarborgsom is overeengekomen, mag SMT de nakoming van haar verplichtingen uit de huurovereenkomst opschorten totdat de waarborgsom volledig is betaald. De waarborgsom wordt terugbetaald aan Huurder na het einde van de huurovereenkomst (en mits naleving van hetgeen bepaald in artikel 7.1), zonder vergoeding van rente en met verrekking van al hetgeen Huurder uit welke hoofde ook aan SMT verschuldigd is.
- 3.7. Alle door SMT gehanteerde prijzen zijn exclusief Omzetbelasting (BTW) en overige heffingen van overheidswege.
- 3.8. Tenzij uitdrukkelijk anders is overeengekomen, is de huurprijs bij vooruitbetaling verschuldigd.

Artikel 4 Levering, risico-overgang en staat bij levering

- 4.1. Levering van het Verhuurde vindt plaats op de in de huurovereenkomst bepaalde plaats en tijd.
- 4.2. Tenzij in de huurovereenkomst schriftelijk uitdrukkelijk anders is overeengekomen, is de aflevertermijn voor SMT geen dwingende termijn. Bij overschrijding door SMT van de aflevertermijn, heeft Huurder het recht om aan SMT schriftelijk een naar alle omstandigheden redelijke nadere termijn voor aflevering te stellen van tenminste drie werkdagen na ontvangst door SMT van deze schriftelijke termijnstelling. Alleen bij overschrijding van deze nadere termijn mag Huurder de huurovereenkomst ontbinden, maar is SMT niet tot schadevergoeding gehouden.
- 4.3. Huurder is verplicht om het Verhuurde op de in de huurovereenkomst bepaalde plaats en tijd van SMT af te nemen. Laat Huurder dit na, dan raakt Huurder hierdoor in verzuim, tenzij het niet-afnemen uitsluitend aan SMT valt toe te rekenen. Onverminderd haar aanspraak op vergoeding van alle schade en kosten in verband met de eerste niet-afname, mag SMT de huurovereenkomst ontbinden als Huurder ook op het tweede door SMT bepaalde moment het Verhuurde niet afneemt.
- 4.4. Het risico ten aanzien van het Verhuurde gaat over op Huurder bij aflevering, zodra het Verhuurde aan Huurder ter beschikking wordt gesteld, al dan niet voor transport door Huurder of een door Huurder in geschakelde transporteur. Wordt het Verhuurde door SMT of een door SMT ingeschakelde transporteur naar de plaats van aflevering getransporteerd, dan wordt het Verhuurde geacht aan Huurder ter beschikking te zijn gesteld zodra het Verhuurde van het transportmiddel is afgeladen.
- 4.5. Huurder is verplicht om bij levering het Verhuurde te onderzoeken op staat van onderhoud, gebreken en schade. Met uitzondering van hetgeen anders is vermeld in het bij aflevering tussen SMT (of haar daartoe aangewezen vertegenwoordiger) en door of namens Huurder op te maken en te ondertekenen afleveringscertificaat, en behalve indien en voor zover Huurder anders bewijst, wordt het Verhuurde geacht conform overeenkomst te zijn afgeleverd in een goed onderhouden staat, zonder gebreken en vrij van schade.
- 4.6. SMT mag steeds, al dan niet tijdelijk, het Verhuurde vervangen door een naar haar oordeel gelijkwaardig verhuurobject.

Artikel 5 Gebruik

- 5.1. Het gebruik van het Verhuurde is uitsluitend voor rekening en risico van de Huurder.
- 5.2. Huurder mag het Verhuurde alleen gebruiken op een behoorlijke wijze in overeenstemming met de bestemming ervan en met inachtneming van het bepaalde in de huurovereenkomst en deze algemene verhuurvoorwaarden. Het is Huurder verboden de bestemming van het Verhuurde te wijzigen.
- 5.3. Huurder is verplicht om er voor eigen rekening zorg voor te dragen en staat er tegenover SMT voor in, dat:
 - 1) Huurder tijdig, voor de aflevering, beschikt over alle voor het gebruik van het Verhuurde benodigde vergunningen en goedkeuringen;
 - 2) het Verhuurde alleen zodanig wordt gebruikt dat wordt gehandeld in overeenstemming met de toepasselijke wet- en regelgeving en verleende vergunningen en/of goedkeuringen (bijvoorbeeld ten aanzien van mechanische graafwerkzaamheden, en ten aanzien van arbeidsomstandigheden, waaronder het plaatsen en vervangen van de filters voor de overdrukinstallatie indien aanwezig);
 - 3) eenieder die het Verhuurde bedient, bekend is met de (zo nodig bij SMT op te vragen) gebruiksinstructies en handleiding(en) van het Verhuurde en deze naleeft;
 - 4) eenieder die het Verhuurde bedient, beschikt over de daarvoor vereiste (vak)bekwaamheid en diploma's, certificaten, rijbewijzen, etc.;
 - 5) Huurder alle redelijke maatregelen neemt ter voorkoming van beschadiging en verlies (onder andere door diefstal) van het Verhuurde;
 - 6) Huurder alle redelijke maatregelen neemt ter voorkoming van besmetting van het Verhuurde met voor het milieu of de (volks)gezondheid gevaarlijke stoffen (zoals asbest); en
 - 7) Huurder het Verhuurde doorlopend inspecteert op de goede werking en, voor zover niet anders is overeengekomen, tijdig het benodigde dagelijkse onderhoud voor behoud van de goede werking wordt verricht, een en ander conform de specificaties van de fabrikant.

Algemene Verhuurvoorwaarden SMT Belgium NV

Versie 1.0

- 5.4. Het is Huurder niet toegestaan om zonder de uitdrukkelijke voorafgaande schriftelijke toestemming van SMT:
- het Verhuurde geheel of gedeeltelijk te vervreemden, onder te verhuren of anderszins aan een derde in (mede)gebruik te geven, te verpanden of op andere wijze te bezwaren;
 - het Verhuurde te vervoeren en/of te gebruiken buiten België; en/of
 - het Verhuurde te gebruiken voor heil- en/of sloopwerkzaamheden.
- 5.5. Huurder is tegenover SMT aansprakelijk voor, en vrijwaart SMT van alle aanspraken van derden ten aanzien van, alle schade en boetes als gevolg van of verband houdend met het niet naleven van dit artikel 5.

Artikel 6 Onderhoud, gebreken, schade, verlies en tenietgaan

- 6.1. Het dagelijks onderhoud van het Verhuurde komt voor rekening en risico van Huurder. Huurder is verplicht om dit op deskundige wijze uit te voeren. Indien en voor zover het Huurder aan de vereiste deskundigheid ontbreekt voor het uitvoeren van het dagelijks onderhoud, schakelt Huurder SMT daarvoor in aan de alsdan bij SMT toepasselijke tarieven en voorwaarden. SMT mag steeds voor rekening van Huurder het dagelijks onderhoud (laten) uitvoeren als Huurder naar het redelijk oordeel van SMT in de uitvoering daarvan tekortschiet, onverminderd de overige rechten van SMT in dat geval.
- 6.2. Onder dagelijks onderhoud als bedoeld in artikel 6.1 wordt verstaan:
- het dagelijks onderhoud als voorgeschreven door de fabrikant van het Verhuurde, daarin begrepen (zonder beperking) het ververset van olie en regelmatig smeren;
 - het regelmatig reinigen van het Verhuurde; en
 - het plaatsen en vervangen van de juiste filters voor de overdrukinstallatie (indien aanwezig).
- 6.3. SMT bepaalt de wijze waarop en de frequentie waarmee het niet-dagelijks onderhoud wordt uitgevoerd. Huurder is verplicht om SMT in de gelegenheid te stellen dit niet-dagelijks onderhoud uit te voeren zoals in artikel 6.9 is bepaald.
- 6.4. Onverminderd het bepaalde in artikel 4.5, is Huurder verplicht om als Huurder tijdens de huur gebreken of schade aan het Verhuurde ontdekt, deze zo snel mogelijk, maar uiterlijk binnen drie dagen schriftelijk aan SMT te melden. Gebreken en schade die Huurder ontdekt of redelijkerwijze had kunnen ontdekken en die niet tijdig schriftelijk zijn gemeld kunnen geen grond vormen voor vermindering van de huurprijs, ontbinding van de huurovereenkomst door Huurder of vergoeding van schade door SMT aan Huurder.
- 6.5. Zodra Huurder een gebrek of schade aan het Verhuurde ontdekt, staakt Huurder het gebruik van het Verhuurde en zet dit niet voort dan na overleg met SMT. Laat Huurder na om (tijdig) te overleggen met SMT, dan komt schade als gevolg van voortgezet gebruik voor rekening van Huurder.
- 6.6. Nadat Huurder het gebrek of de schade heeft gemeld en is gebleken dat herstel nodig is voor het overeengekomen gebruik of behoud van het Verhuurde, zal SMT het gebrek of de schade verhelpen binnen een, gelet op de aard van het gebrek of de schade en de bij SMT beschikbare mankracht en materiaal, redelijke termijn. SMT is niet verplicht om gebreken te verhelpen en het verhelpen daarvan is steeds voor rekening van Huurder als deze gebreken het gevolg zijn van of verband houden met:
- toedoen of nalaten van derden waarvoor SMT geen verantwoordelijkheid draagt;
 - schade aan het Verhuurde waarvoor Huurder aansprakelijk is;
 - niet, niet juist of niet tijdig uitgevoerd dagelijks onderhoud als bedoeld in artikel 6.1;
 - gebruik van het Verhuurde in strijd met de huurovereenkomst en/of deze algemene verhuurvoorwaarden; en/of
 - door Huurder aan het Verhuurde aangebrachte veranderingen of toevoegingen.
- 6.7. Als Huurder als gevolg van een gebrek of schade aan het Verhuurde meer dan twee werkdagen in geheel geen gebruik kan maken van het Verhuurde, heeft Huurder na tijdige melding recht op huurprijsvermindering over de werkdagen vanaf de derde werkdag dat Huurder in het geheel geen gebruik kan maken van het Verhuurde of van een vervangend verhuurobject. Het recht op huurprijsvermindering bestaat alleen bij gebreken en schade die SMT verplicht is om te verhelpen en die niet geheel of deels aan Huurder zijn toe te rekenen.
- 6.8. Huurder is tegenover SMT aansprakelijk voor, en vrijwaart SMT van alle aanspraken van derden ten aanzien van, alle schade aan of door het Verhuurde toegebracht, waaronder tevens wordt verstaan schade door diefstal, vergaan of verlies, die is ontstaan tijdens de periode waarin het Verhuurde volgens 4.4 en artikel 7.3 voor risico van Huurder is. Alle schade aan het Verhuurde wordt geacht in deze periode te zijn ontstaan, behalve indien en voor zover:
- de betreffende schade is genoemd in het afleveringscertificaat bedoeld in artikel 4.5;
 - Huurder bewijst dat de schade al aanwezig was op het moment van de risico-overgang naar Huurder en dat Huurder deze redelijkerwijs niet had kunnen ontdekken door het onderzoek als bedoeld in artikel 4.5.; en/of
 - Huurder bewijst dat de schade nog niet aanwezig was op het moment van de risico-overgang naar SMT.
- 6.9. Huurder is steeds verplicht om op eerste verzoek van SMT het Verhuurde onmiddellijk, gereinigd en ononderbroken aan SMT ter beschikking te stellen voor inspectie en het (laten) uitvoeren van werkzaamheden aan het Verhuurde en op verzoek van SMT daarvoor een geschikte ruimte ter beschikking stellen, die voldoet aan de daaraan te stellen veiligheids- en gebruikseisen. SMT zal zoveel als redelijkerwijs mogelijk over de planning van de werkzaamheden op

voorhand met Huurder overleggen en daarbij rekening houden met zowel de redelijke belangen van Huurder als SMT.

- 6.10. Het is Huurder zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van SMT niet toegestaan om niet-dagelijks onderhoud of reparaties aan het Verhuurde te (laten) verrichten, behalve indien en voor zover het een gebrek betreft dat SMT verplicht is om te verhelpen, maar dat SMT nalaat om met inachtneming van het bepaalde in artikel 6.6 te verhelpen en in dat geval pas nadat SMT daartoe schriftelijk een aanvullende redelijke termijn is gesteld van tenminste drie werkdagen. Niet-dagelijks onderhoud en reparaties die zijn verricht in strijd met het bepaalde in dit artikel 6.10, zijn steeds voor rekening van Huurder.
- 6.11. Huurder is verplicht om het zo snel mogelijk maar uiterlijk binnen vierentwintig uur aan SMT mee te delen als het Verhuurde (gedeeltelijk) niet langer in zijn macht is door bijvoorbeeld diefstal of vermissing of als het Verhuurde (gedeeltelijk) teniet gaat en om vervolgens de instructies van SMT op te volgen.

Artikel 7 Teruggave, risico-overgang en staat bij teruggave

- 7.1. Huurder is verplicht om het Verhuurde op de in de huurovereenkomst bepaalde plaats en tijd, of zoveel eerder als de huurovereenkomst eindigt, aan SMT terug te geven:
- met alle toebehoren, zoals sleutels, handleiding(en), etc.;
 - gereinigd;
 - vol getankt met de voorgeschreven brandstof;
 - met de filters van de eventuele overdrukinstallatie verwijderd; en
 - afgezien van normale slijtage van het Verhuurde bij gebruik als goed huurder in overeenstemming met de huurovereenkomst en deze algemene verhuurvoorwaarden, in dezelfde staat als bij aflevering door SMT aan Huurder zoals te bepalen aan de hand van artikel 4.5.
- 7.2. De termijn voor teruggave is een voor Huurder dwingende termijn. Door de enkele overschrijding daarvan raakt Huurder zonder dat daarvoor een ingebrekestelling is vereist in verzuim en is Huurder aan SMT een onmiddellijk opeisbare boete verschuldigd gelijk aan drie maal de overeengekomen huurprijs (exclusief BTW) per dag, voor iedere begonden dag dat Huurder nalatig blijft het Verhuurde aan SMT terug te geven, onverminderd het recht van SMT op teruggave, schadevergoeding en ontbinding in dat geval. SMT heeft dan verder het recht om voor rekening van Huurder het Verhuurde zelf terug te (laten) nemen en Huurder machtigt SMT hierbij voor dat geval elke plaats te betreden waar het Verhuurde zich bevindt.
- 7.3. Het Verhuurde blijft voor risico van Huurder totdat SMT het Verhuurde daadwerkelijk terug in ontvangst heeft genomen. Indien en voor zover laden, transport en lossen van het Verhuurde door of in opdracht van Huurder wordt uitgevoerd, is dit steeds voor risico van Huurder.
- 7.4. SMT controleert het Verhuurde binnen één werkdag na binnenkomst van het Verhuurde in haar bedrijf op schade. Het meenemen van het Verhuurde voor transport naar het bedrijf van SMT geldt niet als controle. Huurder heeft het recht om bij deze controle aanwezig te zijn. Als Huurder van dit recht gebruik wil maken, dient Huurder dit tijdig voorafgaand aan de teruggave schriftelijk aan SMT kenbaar te maken, waarna SMT Huurder voor de controle zal uitnodigen. Van de controle zal SMT aan Huurder verslag doen. Het verslag levert tegen Huurder bewijs op van de daarin vermelde bij de controle geconstateerde schade, tenzij Huurder bewijst dat deze schade op het moment van de in artikel 7.3 bedoelde risico-overgang naar SMT nog niet aanwezig was. Ten aanzien van de hoogte van de schade zal SMT bij de constatering tijdens de controle van schade die een bedrag van € 5.000,00 (vermoedelijk) te boven gaat, Huurder in de gelegenheid stellen om voor eigen rekening binnen een door SMT te bepalen redelijke termijn een contra-expertise te laten verrichten door een onafhankelijke deskundige.
- 7.5. Onverminderd de overige rechten van SMT in dat geval, vergoedt Huurder aan SMT alle kosten en schade die ontstaan door of verband houden met het niet in overeenstemming met het bepaalde in artikel 7.1 teruggeven van het Verhuurde, ook als deze pas na de controle en rapportage als bedoeld in artikel 7.4 wordt vastgesteld.
- 7.6. Onder de in artikel 7.5. bedoelde door Huurder aan SMT te vergoeden kosten en schade zijn in elk geval begrepen de kosten verband houdend met het reinigen van het Verhuurde, het verwijderen van filters van de overdrukinstallatie en het vol tanken van Verhuurde.
- 7.7. Tenzij door SMT anders bepaald, is Huurder verplicht om, voor de teruggave, alle aan het Verhuurde (met of zonder toestemming van SMT) aangebrachte veranderingen en toevoegingen ongedaan te maken respectievelijk te verwijderen. Laat Huurder dit na, dan mag SMT deze voor rekening van Huurder ongedaan maken respectievelijk verwijderen, onverminderd de overige rechten van SMT in dat geval. Huurder wordt geacht alle niet voor de teruggave ongedaan gemaakte respectievelijk verwijderde veranderingen en toevoegingen aan SMT te hebben prijs gegeven, zonder dat SMT daarvoor aan Huurder enige vergoeding verschuldigd zal zijn.

Artikel 8 Aanspraken van derden

Huurder is verplicht om SMT zo snel mogelijk maar uiterlijk binnen vierentwintig uur te informeren over een (dreigend) beslag op het Verhuurde en over aanspraken die derden ten aanzien van het Verhuurde doen gelden. Huurder is verplicht om in die gevallen volgens de instructies van SMT te handelen en om de betreffende derde te informeren over het bestaan van de huurovereenkomst.

Algemene Verhuurvoorwaarden SMT Belgium NV

Versie 1.0

Artikel 9 Betaling en incasso

- 9.1. Huurder is verplicht de facturen van SMT te betalen uiterlijk binnen dertig dagen na de factuurdatum, of zoveel eerder als de betalingstermijn vermeld op de factuur of in de huurovereenkomst korter is. Een langere betalingstermijn kan alleen schriftelijk met SMT worden overeengekomen.
- 9.2. SMT mag betalingen door Huurder eerst in mindering brengen op door Huurder aan SMT verschuldigde kosten en rente en pas daarna op de opeisbare factuurbedragen in volgorde van ouderdom (de oudste eerst), ook al geeft Huurder een andere volgorde aan of dat de betaling ziet op een ander aan SMT verschuldigd bedrag.
- 9.3. Betaalt Huurder de factuur van SMT niet integraal binnen de hiervoor in 9.1 bedoelde betalingstermijn, dan verkeert Huurder vanaf het einde van die termijn van rechtswege en zonder ingebrekestelling in verzuim en is deze aan SMT vanaf dat moment over het openstaande bedrag een nalatigheidsintrest verschuldigd overeenkomstig de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties (zoals van tijd tot tijd gewijzigd), en dit voor elke reeds begonnen maand. Bovendien is de Huurder in dat geval van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling een forfaitair bedrag van 10% van het onbetaalde factuurbedrag verschuldigd, met een minimum van EUR 500 per niet-betaalde factuur, onverminderd het recht van Verhuurder om een hogere vergoeding te vorderen mits bewijs van hogere werkelijk geleden schade. Onverminderd het voorgaande, maakt de gehele of gedeeltelijke niet-betaling van een factuur op de vervaldag van rechtswege het geheel der schuldvorderingen, met inbegrip van de nog te vervallen schuldvorderingen, opeisbaar.
- 9.4. Komt Huurder niet of niet op tijd één of meer van zijn verplichtingen tegenover SMT na, dan komen ook alle door SMT gemaakte buitengerechtelijke en gerechtelijke (incasso)kosten (inclusief erelonen van advocaten, gerechtsdeurwaarderskosten en dagvaardings- en expertisekosten) voor rekening van Huurder.
- 9.5. Eventuele klachten over een factuur dient Huurder uiterlijk binnen acht dagen na de factuurdatum schriftelijk bij SMT te hebben gemeld. Gebeurt dit niet of niet tijdig, dan wordt Huurder geacht akkoord te zijn met de betreffende factuur. Klachten over een factuur geven Huurder niet het recht om de betaling daarvan op te schorten.
- 9.6. Naast het recht op opschorting en ontbinding als opgenomen in artikel 11, mag SMT steeds, als zij reden heeft om te twifelen aan een tijdige betaling door Huurder, de nakoming van haar verplichtingen tegenover Huurder opschorten totdat Huurder naar het oordeel van SMT voldoende zekerheid heeft gesteld voor de nakoming van al zijn betalingsverplichtingen tegenover SMT.
- 9.7. Het niet onmiddellijk optreden door SMT tegen een tekortkoming van Huurder, kan in geen geval worden beschouwd als een verzaking van SMT aan het recht zich later op deze tekortkoming te beroepen.

Artikel 10 Eigendom, overdracht, verpanding en derdenbeding

- 10.1. Huurder verklaart ermee bekend te zijn en voor zo ver nodig ermee in te stemmen dat de eigendom van het Verhuurde bij een derde kan (komen te) berusten of dat het Verhuurde kan zijn (of worden) verpand aan een derde, tot zekerheid van de betaling van al hetgeen deze derde van SMT te vorderen heeft of mocht hebben.
- 10.2. Niettegenstaande het bestaan van de huurovereenkomst, zal Huurder het Verhuurde op eerste verzoek aan de derde afgeven, zonder dat Huurder zich daarbij op enig retentierecht kan beroepen, als en zodra de derde afgifte van het Verhuurde zal vorderen op grond van niet nakoming van de verplichtingen van SMT tegenover de derde. Als gevolg van deze ophefing wordt de onderhavige huurovereenkomst van rechtswege met onmiddellijke ingang beëindigd. Afgifte zoals hier genoemd, dient te gebeuren aan het kantooradres van de derde, dan wel op de door die derde nader aangewezen locatie.
- 10.3. Als de situatie genoemd in artikel 10.2 zich voordoet en de derde het gebruik van het Verhuurde door Huurder zou willen voortzetten, is Huurder verplicht om op eerste verzoek van de derde een huurovereenkomst met de derde te sluiten voor de resterende looptijd van de door de opeising beëindigde huurovereenkomst en onder gelijklopende voorwaarden.
- 10.4. Het hiervoor in artikel 10.1 tot en met 10.3 bepaalde is een derdenbeding dat direct ingeroepen kan worden door de derde en kan noch door Huurder, noch door SMT worden herroepen.

Artikel 11 Einde huurovereenkomst, verlenging, opschorting en ontbinding

- 11.1. De huurovereenkomst eindigt van rechtswege na de in artikel 3.1 bedoelde periode. Huurder kan zich tegenover SMT alleen beroepen op een overeengekomen verlenging van de huurovereenkomst als deze door SMT schriftelijk aan Huurder is bevestigd. Tenzij anders door SMT bevestigd, geldt een verlenging voor onbepaalde tijd, onder dezelfde condities en kunnen zowel Huurder als SMT de huurovereenkomst na verlenging steeds opzeggen met inachtneming van een opzegtermijn van één werkdag en zonder dat deze opzegging de opzeggende partij schadeloos maakt.
- 11.2. Huurder mag de huurovereenkomst tussentijds binnen de in artikel 3.1 bedoelde periode opzeggen met onmiddellijke ingang. Bij zo een tussentijdse opzegging is Huurder bij wijze van vergoeding niettemin aan SMT de volledige huurprijs voor de in artikel 3.1 bedoelde periode verschuldigd.

- 11.3. Onverminderd haar andere aanspraken tegenover Huurder op grond van de huurovereenkomst en de wet, mag SMT zonder voorafgaande ingebrekestelling, zonder rechterlijke machtiging en zonder betaling van enige schadevergoeding, de nakoming van haar verplichtingen tegenover Huurder geheel of gedeeltelijk opschorten, de huurovereenkomst geheel of gedeeltelijk ontbinden en zijn de verplichtingen van Huurder tegenover SMT per direct opeisbaar, als een of meer van de hierna genoemde situaties zich voordoet:
 - a) Huurder komt zijn verplichtingen tegenover SMT niet, niet behoorlijk of niet tijdig na;
 - b) er bestaat bij SMT de gegronde vrees dat de hiervoor onder a) beschreven situatie zich zal voordoen;
 - c) bij staking van betaling of (de aanvraag van) een faillissement of regeling in het kader van de Wet betreffende de continuïteit van de ondernemingen van 31 januari 2009 (voor zover van toepassing, overeenkomstig artikel 35 van die wet) door Huurder;
 - d) bij vereffening of stopzetting van de activiteiten van Huurder;
 - e) indien de controle/zeggenschap over Huurder wijzigt;
 - f) indien beslag gelegd wordt op (een deel van) de vermogensbestanddelen van Huurder;
 - g) indien Huurder weigert om een door SMT gevraagde zekerheid te stellen overeenkomstig artikel 9.6 van deze algemene voorwaarden;
 - h) er doen zich zodanige omstandigheden voor dat nakoming van haar verplichtingen door SMT onmogelijk dan wel zodanig bezwaarlijk en/of onevenredig kostbaar wordt, dat dit in redelijkheid niet meer van SMT kan worden gevergd.

In geval van opschorting of ontbinding als hiervoor bedoeld is SMT niet gehouden tot enige schadevergoeding aan Huurder.

- 11.4. Behalve met voorafgaande schriftelijke toestemming van SMT, mag Huurder zijn verplichtingen tegenover SMT niet opschorten of verrekenen.
- 11.5. Huurder mag de huurovereenkomst alleen voor de toekomst ontbinden en dan alleen als:
 - a) SMT binnen de artikel 6.6 bedoelde redelijke termijn en een daarop volgende bij schriftelijke aanmaning gestelde nadere redelijke termijn er niet in is geslaagd een gebrek of de schade als in artikel 6.6 bedoeld te verhelpen;
 - b) Verder gebruik van het Verhuurde geleet op de aard van het gebrek of de schade niet van Huurder kan worden verlangd; en
 - c) SMT het Verhuurde niet heeft vervangen door een gelijkwaardig verhuurobject.Ontbinding op grond van dit artikel 11.5 geeft Huurder geen aanspraak op vergoeding van schade.

Artikel 12 Overmacht

- 12.1. In het geval van overmacht, mag SMT de nakoming van haar verplichtingen tegenover Huurder opschorten. Duurt de overmachtssituatie langer dan één maand, dan mag SMT de overeenkomst ontbinden voor dat deel van de verplichtingen dat nog niet is nagekomen, zonder dat daardoor enige verplichting tot schadevergoeding door SMT ontstaat.
- 12.2. Onder overmacht voor SMT wordt in deze algemene verhuurvoorwaarden in elk geval verstaan elke omstandigheid buiten de wil of directe invloedssfeer van SMT, ook als die pas intreedt nadat SMT aan haar verplichting had moeten voldoen, die verhindert dat SMT aan haar verplichtingen uit hoofde van de overeenkomst kan voldoen, daarin begrepen (zonder beperking) personeels- en capaciteitsproblemen, stagnatie en stakingen binnen of buiten haar bedrijf, het niet (tijdig) voldoen aan verplichtingen door (toe)leveranciers van SMT, vervoersproblemen, overheidsingrijpen, wijzigingen in wet- en regelgeving, vorst, storm, zware regenval, overstromingen, sneeuwval, bliksem, brand, machinereuk, terreinvervuiling en ongeschiktheid van of gebrek aan materialen. Overmacht in hoofde van de Huurder wordt uitdrukkelijk uitgesloten.

Artikel 13 Aansprakelijkheid en vrijwaring

- 13.1. De aansprakelijkheid voor schade van SMT (met inbegrip van haar bestuurders, zaakvoerders, werknemers, zelfstandige dienstverleners of aangestelden) tegenover Huurder is steeds beperkt zoals in dit artikel 13 en overigens in deze algemene verhuurvoorwaarden bepaald. Dit ongeacht de feiten en (rechts)gronden waarop de aansprakelijkheid is of kan worden gebaseerd.
- 13.2. SMT is alleen aansprakelijk voor schade die het rechtstreeks en uitsluitend gevolg is van een aan SMT toerekenbare tekortkoming. De aansprakelijkheid van SMT is te allen tijde beperkt tot maximaal het bedrag gelijk aan het door Huurder aan SMT betaalde factuurbedrag (exclusief BTW) voor de aan Huurder geleverde goederen, diensten of verrichte werkzaamheden waarop de aansprakelijkheid betrekking heeft. Ingeval de schade door een verzekering is gedekt, is de aansprakelijkheid van SMT in ieder geval steeds beperkt tot het bedrag dat daadwerkelijk door haar verzekeraar wordt uitgekeerd.
- 13.3. In geen geval is SMT tegenover Huurder en/of derden gehouden tot vergoeding van:
 - a) indirecte schade, waaronder in ieder geval wordt begrepen (zonder beperking) gevolgschade, gederfde winst/omzet, gemiste besparingen, schade door bedrijfsstagnatie en aanspraken van derden;
 - b) schade die bekend wordt na twaalf maanden gerekend vanaf de schadeveroorzakende gebeurtenis;
 - c) schade veroorzaakt door het eindigen van de huur wegens ontbinding van de huurovereenkomst; en/of

Algemene Verhuurvoorwaarden SMT Belgium NV

Versie 1.0

- d) schade die is ontstaan doordat SMT is uitgegaan van door Huurder verstrekte onjuiste of onvolledige gegevens.
- 13.4. Een vordering tot schadevergoeding vervalt als Huurder niet binnen zes maanden nadat Huurder met de schade bekend is geworden zijn vordering in rechte tegen SMT aanhangig heeft gemaakt.
- 13.5. Huurder vrijwaart SMT van alle aanspraken van derden die verband houden met de totstandkoming en uitvoering van de huurovereenkomst met Huurder, waaronder begrepen aanspraken die verband houden met het Verhuurde. Huurder vergoedt aan SMT de schade en kosten die SMT lijdt en maakt als gevolg van die aanspraken, waaronder begrepen de kosten van verweer.
- 13.6. Ook de door SMT bij de uitvoering van de huurovereenkomst ingeschakelde of betrokken (rechts)personen kunnen zich tegenover Huurder op de in dit artikel opgenomen beperking van aansprakelijkheid beroepen. Deze wordt mede ten behoeve van die (rechts)personen bedongen.
- 13.7. SMT zal zich niet beroepen op in de overeenkomst en deze algemene verhuurvoorwaarden opgenomen beperkingen van de aansprakelijkheid voor schade indien en voor zover de schade het gevolg is van opzet of bewuste roekeloosheid van SMT of van tot haar bedrijfsleiding behorende leidinggevende ondergeschikten.
- 16.3 Op alle overeenkomsten en andere rechtsbetrekkingen waarbij SMT partij is, is uitsluitend Belgisch recht van toepassing.
- 16.4 De bevoegde Nederlandstalige rechtbanken van het arrondissement Brussel zijn bij uitsluiting bevoegd om van alle geschillen tussen SMT en Afnemer kennis te nemen, tenzij de wet dwingend anders voorschrijft. SMT mag daarnaast steeds het geschil voorleggen aan de volgens de wet bevoegde rechter.

Artikel 14 Verzekeringen

- 14.1. Huurder is verplicht om voor eigen rekening het Verhuurde via SMT te verzekeren voor zover verzekering wettelijk is vereist en/of door SMT wordt verlangd. SMT geeft Huurder op verzoek inzage in de voorwaarden van de ten aanzien van het Verhuurde afgesloten verzekeringen. Huurder is verplicht om conform deze voorwaarden te handelen en de verzekeringspremies (die door SMT aan Huurder worden doorgerekend) te allen tijde stipt te betalen.
- 14.2. Het is uitsluitend de verantwoordelijkheid van Huurder om:
- 1) kennis te nemen van de in artikel 14 bedoelde verzekeringsvoorwaarden en van de omvang van de dekking van de verzekering(en);
 - 2) te beoordelen of deze voor het gebruik door Huurder van het Verhuurde toereikend zijn;
 - 3) zo nodig of gewenst, zelf voor eigen rekening en risico aanvullende verzekering(en) af te sluiten; en
 - 4) de wet- en regelgeving met betrekking tot graaf- en/of grondwerkzaamheden na te leven, waaronder het doen van onderzoek naar de ligging van kabels, buizen en/of leidingen, zowel op openbare als privéterreinen, en om desgevallend tijdig melding te maken van de werkzaamheden bij de bevoegde instanties.
- 14.3. Voor rekening van Huurder, die SMT vrijwaart van alle aanspraken van derden (waaronder van de verzekeraar(s)) in dat verband, zijn alle kosten, schade en boetes:
- 1) die het gevolg zijn van of verband houden met het door een ander dan SMT niet naleven van de in dit artikel 14 bedoelde verzekeringsvoorwaarden;
 - 2) die in het betreffende geval niet door de verzekeraar worden vergoed, bijvoorbeeld als gevolg van het eigen risico of uitsluitingen in de polis, tot dit niet-vergoede bedrag; en
 - 3) die in het betreffende geval weliswaar door de verzekeraar worden vergoed, maar waarvoor de verzekeraar verhaal kan nemen op SMT, tot het bedrag waarvoor verhaal wordt genomen.
- 14.4. Het bepaalde in dit artikel doet niet af aan het overige in deze algemene verhuurvoorwaarden bepaalde.

Artikel 15 Privacy

- 15.1 De Huurder stemt ermee in (en maakt zich desgevallend sterk dat de desbetreffende natuurlijke personen hiervoor hun toestemming hebben verleend) dat SMT het recht heeft om persoonsgegevens die de Huurder (of haar vertegenwoordigers) aan SMT overmaakt in het kader van de commerciële relatie in de gegevensbank van SMT mogen worden opgenomen en verwerkt.
- 15.2 De meegedeelde persoonsgegevens zullen worden verwerkt in overeenstemming met de bepalingen van de Wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens (zoals gewijzigd van tijd tot tijd). SMT treedt hierbij op als verantwoordelijke voor de verwerking en zal de gegevens verwerken voor interne administratieve doeleinden en eventueel om de Huurder op de hoogte te brengen van toekomstige promotieacties.
- 15.3 Op schriftelijk verzoek heeft de betrokken natuurlijke persoon waarvan de gegevens worden verwerkt een inzage- en correctierecht inzake de op hem of haar betrekking hebbende gegevens. Elke natuurlijke persoon kan zich bovendien verzetten tegen een verwerking van zijn of haar persoonsgegevens voor direct marketingdoeleinden door SMT hiervan schriftelijk in kennis te stellen.

Artikel 16 Slotbepalingen, toepasselijk recht en bevoegde rechter

- 16.1 Als er op enig moment ten aanzien van het Verhuurde meerdere partijen als Huurder optreden, zijn en blijven die partijen hoofdelijk tegenover SMT verbonden voor de nakoming van de verplichtingen uit hoofde van de huurovereenkomst en deze algemene verhuurvoorwaarden.
- 16.2 Anders dan met de voorafgaande schriftelijke goedkeuring van SMT, waaraan SMT voorwaarden mag verbinden, kan Huurder zijn rechten en/of verplichtingen uit hoofde van de huurovereenkomst en deze algemene verhuurvoorwaarden niet aan een derde overdragen.